



École nationale des travaux publics de l'État ENTPE

Rue Maurice Audin
69 518 Vaulx-en-Velin Cedex

Accord cadre relatif à la fourniture, l'installation et la maintenance du matériel audiovisuel

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

SOMMAIRE

	Pages
Art. 1 - OBJET ET ENTENDUE DE L'ACCORD CADRE.....	4
1.1 Objet de l'accord-cadre	4
1.2 Décomposition en tranches et en lot.....	4
1.3 Nature et étendue de l'accord-cadre	4
1.4 Variante	4
Art. 2 - COTRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE	4
Art. 3 - PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE.....	4
Art. 4 - DUREE DU MARCHE.....	5
Art. 5 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	5
5.1 Obligation de conseil	5
5.2 Obligation d'information.....	5
5.3 Obligation de confidentialité	5
Art. 6 - ASSURANCES.....	6
Art. 7 - PRIX DE L'ACCORD-CADRE	6
7.1 Composition des prix.....	6
7.2 Révision des prix	7
7.3 Régime des taxes	7
Art. 8 - AVANCE	7
Art. 9 - MODALITE DE PAIEMENT	7
9.1 Paiement des prestations.....	7
9.2 Présentation des demandes de paiement.....	7
9.3 Mode de règlement	8
9.4 Unité monétaire	9
Art. 10 - DELAI D'EXECUTION - PENALITES	9
10.1 Pénalités pour retard d'exécution	9
Art. 11 - MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE	9
11.1 Dispositions générales	9
11.2 Emission des bons de commande	10
11.3 Emballage	10
11.4 Modalités de livraison.....	10
11.5 Transport.....	11
Art. 12- ADMISSION DES PRESTATIONS	11
Art. 12 - GARANTIES.....	11
Art. 13 - RESILIATION.....	11
13.1 - Résiliation sans faute	11
13.2 - Résiliation pour faute.....	12

Art. 14 - LITIGES12

Art. 15 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX12

Art. 1 - OBJET ET ENTENDUE DE L'ACCORD CADRE

1.1 Objet de l'accord-cadre

Le présent marché a pour objet la réalisation des prestations de fourniture, installation et maintenance du matériel audiovisuel de l'ENTPE.

Les caractéristiques détaillées des équipements sont précisées en annexe 2 du CCTP.

Le lieu d'exécution des prestations et fournitures éventuelles est le suivant :

ENTPE

3, rue Maurice AUDIN

69120 Vaulx-en-Velin

Les prestations sont détaillées dans le CCTP.

1.2 Décomposition en tranches et en lot

Le marché n'est pas alloti.

1.3 Nature et étendue de l'accord-cadre

L'accord-cadre est à procédure adaptée et le présent CCAP définit les termes d'exécution des prestations. L'accord-cadre est mono-attributaire sans montant minimum et avec un montant maximum de : 90.000 € HT pour toute sa durée d'exécution.

1.4 Variante

Les variantes ne sont pas autorisées.

Art. 2 - COTRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE

La situation des cotraitants est régie par les articles R2142-1 à -14, R2142-19 à -27, R2191-36 à -41 et R2191 -46 à -53 du code de la commande publique. Le cas échéant, le mandataire du groupement conjoint est solidaire des autres membres du groupement.

La situation des sous-traitants est régie par l'article L2193-1 et -3 -8 -9 du code de la commande publique, les articles R2142-19 à -27, R2191-3 à 18, R2191-45 -54 -56 -57 et R2193 du code de la commande publique et les articles 3.5, 3.6 et 12 du CCAG FCS.

En application du présent marché, le titulaire peut sous-traiter les prestations de son choix dans le respect des textes précités et après acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Art. 3 - PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes :
 - annexe 1a : Bordereau de Prix Unitaires pour les bons de commande (BPU) ;
 - annexe 1b : Détail Quantitatif Estimatif (DQE) ;
 - annexe 2 : liste des équipements audiovisuels
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;

- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants ;
- Le mémoire technique rédigé par le titulaire ;
Ce document constitue des engagements unilatéraux de la part du titulaire vis-à-vis du maître d'ouvrage qui pourra, par conséquent à tout moment, exiger du titulaire le strict respect des dispositions contenues dans le document.
En revanche, s'agissant d'engagements unilatéraux du titulaire, il ne lui confère pas de droits, de sorte que ce dernier ne pourra s'en prévaloir d'une quelconque manière, notamment à l'appui d'une quelconque forme de réclamation au motif notamment que les moyens et méthodes effectivement mis en œuvre pour réaliser les prestations diffèreraient de ceux qu'il avait décrits dans ses documents pour réaliser l'ouvrage dans les conditions de prix et de délais convenues.

Les exemplaires conservés par le maître d'ouvrage font seuls foi en cas de litiges.

Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), bien que non joint aux autres pièces constitutives de l'accord-cadre, est réputé connu du prestataire.

Art. 4 - DUREE DU MARCHE

Le présent accord-cadre prend effet à compter de sa date de notification.

La durée de l'accord-cadre est de 1 an renouvelable trois fois, portant la durée maximale de celui-ci à 4 ans. Le titulaire ne peut s'opposer aux reconductions.

En cas de décision de non-reconduction de l'accord-cadre, le représentant du pouvoir adjudicateur transmet sa décision par lettre recommandée avec accusé de réception au moins 2 mois avant la fin de chaque période d'un an. Dans tous les cas, le titulaire reste engagé jusqu'à la fin de chaque période en cours.

La durée de validité des bons de commande pourra excéder la durée de l'accord-cadre dans la limite de 3 mois à condition que le bon de commande ait été établi avant la date d'expiration de l'accord-cadre.

Art. 5 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

5.1 Obligation de conseil

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dérèglements, dysfonctionnements ou dangers potentiels au titre de ses prestations.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

5.2 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler au pouvoir adjudicateur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

5.3 Obligation de confidentialité

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il a accès lors de

l'exécution des marchés subséquents, soit qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents et objets ne peuvent être, sans autorisation expresse du pouvoir adjudicateur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

Art. 6 - ASSURANCES

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'ENTPE et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution de ses prestations ; selon l'article 9 du CCAG-FCS.

A ce titre, le titulaire devra justifier d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée, garantissant sa responsabilité civile :

- Pour pertes et dommages causés aux biens par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu de l'article 1242 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes ;
- Pour pertes et dommages causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendies par ses matériels d'industrie, de commerce ou d'exploitation ;
- Pour vol et détérioration du matériel de l'ENTPE dont il effectuera le remplacement sur la base de la valeur à neuf desdits matériels.

Il est précisé, en outre, que la prise d'effet de l'accord-cadre est subordonnée à la remise par le titulaire, à l'Acheteur, d'une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance des prestations, objet de l'accord-cadre.

Art. 7 - PRIX DE L'ACCORD-CADRE

Les stipulations du CCAG-FCS sont seules applicables.

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix annexé à l'acte d'engagement.

7.1 Composition des prix

Les **prix unitaires** sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

- Le prix unitaire des déplacements inclut l'ensemble des frais afférents au déplacement des agents du titulaire ;
- Le prix unitaire relatif à l'heure de main d'œuvre inclut l'ensemble desdits coûts de sorte que les prix unitaires proposés par le titulaire au sein de l'annexe financière puissent être considérés comme des prix plafonds ;
- Le prix unitaire relatif à un équipement ou à un consommable comprend l'ensemble des frais annexes, notamment ceux afférents au conditionnement, à l'emballage, au transport et à la manutention jusqu'au lieu de la prestation ainsi qu'aux éventuels installations, essais, formations... de sorte que les prix unitaires proposés par le titulaire au sein de l'annexe financière puissent être considérés comme des prix plafonds.

- La remise ou le coefficient de revente relatif aux pièces détachées et équipements ou accessoires s'appliquent au catalogue du titulaire ou à défaut au prix d'acquisition desdits matériels. Ce coefficient ou cette remise impliqueront la prise en compte de l'ensemble des frais annexes, notamment ceux afférents au conditionnement, à l'emballage, au transport, à l'installation sur le lieu de la prestation ainsi qu'aux éventuels essais, formations, ... sans que le titulaire ne puisse soumettre un quelconque prix annexe voire une augmentation du coefficient ou une diminution de la remise au pouvoir adjudicateur

7.2 Révision des prix

Les prix figurant dans l'annexe financière à l'acte d'engagement sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise des offres.

Les prix seront révisés annuellement, à la date anniversaire de renouvellement de l'accord-cadre, selon la formule suivante :

$$P = P_o \times S/S_o$$

Avec :

P = le prix de règlement de l'accord-cadre HT après révision

P_o = le prix initial de l'accord-cadre HT

S = soit le dernier indice connu de l'index de référence à la date anniversaire de la révision tarifaire (indice de prix de production française pour le marché français : 010534459)

S_o = le dernier indice connu au cours du mois de remise des offres.

Clause de sauvegarde : l'établissement se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée de l'accord-cadre à la date du changement de tarif lorsque ce changement conduit à une augmentation de plus de 3 %. La résiliation est notifiée en respectant un préavis de 6 mois.

7.3 Régime des taxes

La taxe appliquée au prix hors taxe des prestations est la T.V.A. au taux en vigueur à la date de l'offre. Ces taux ne sont mentionnés qu'à titre indicatif ; en cas de modification de la législation fiscale, il sera fait application de la taxe et/ou du taux en vigueur à la date du fait générateur.

Art. 8 - AVANCE

Une avance pourra être versée au titulaire conformément à l'article R2191-3 du code de la commande publique ; elle devra être demandée expressément.

Art. 9 - MODALITE DE PAIEMENT

9.1 Paiement des prestations

Les prestations unitaires font l'objet d'un règlement partiel définitif après exécution des prestations dans les conditions prévues par l'article 11.7 du CCAG-FCS.

9.2 Présentation des demandes de paiement

En cas de cotraitance, la signature des demandes de paiement par le mandataire vaut - pour celui-ci (si groupement d'entreprises conjointes) ou pour chaque cotraitant solidaire (si groupement d'entreprises solidaires) - acceptation du montant des autres demandes

de paiement à lui payer directement.

En cas de sous-traitance :

- Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au titulaire de l'accord-cadre.
- Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au maître d'ouvrage.
- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures.
- Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.
- Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.
- Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

Demande de paiement papier transmis électroniquement

Les demandes de paiement seront envoyées via la plateforme Chorus Pro :

Identifiant SIRET de l'ENTPE : 130 002 884 00018

9.3 Mode de règlement

Le mode de règlement est le mandat administratif. Les règles applicables sont celles de la comptabilité publique.

Le délai maximum de paiement des sommes dues est fixé à 30 jours, à compter :

- de la date de réception de la facture à l'adresse de l'établissement concerné ou à la date de transmission à l'établissement concerné si la facture est déposée sur CHORUS PRO ;
- ou de la date d'attestation du service fait par l'établissement si celle-ci est postérieure à la date de réception de la facture, étant observé que cette date d'attestation ne peut excéder quinze (15) jours à compter de l'exécution des prestations conformément à l'article 28.2 du CCAG-FCS.

Le défaut de paiement dans le délai de trente (30) jours fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013, au bénéfice du titulaire.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

9.4 Unité monétaire

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors T.V.A. et a le droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

L'unité de compte est l'Euro. Les prix restent inchangés en cas de variation de change.

Art. 10 - DELAI D'EXECUTION - PENALITES

10.1 Pénalités pour retard d'exécution

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

Qu'il s'agisse des délais d'exécution indiqués ci-dessus, ou de ceux sur lesquels s'engage le candidat dans son offre, tout dépassement des délais permet la mise en place par l'ENTPE de pénalités de retard. Elles se calculent de la manière suivante :

Objet	Constat	Pénalité appliquée
Délais d'intervention	Retard dans les délais d'intervention	50 € HT /jour de retard
Retard dans la transmission du devis	Retard dans la transmission des devis	50 € HT / jour de retard
Planning d'exécution	Non-respect des plannings d'exécution annuels des prestations	100 € HT / jour de retard
Compte-rendu de visite préventive	Retard dans le délai d'envoi du compte-rendu de visite	20 € HT / jour de retard

Toutes les pénalités sont cumulables.

Le cumul des pénalités ne peut excéder quinze pour cent (15%) du montant total de la prestation commandée.

Art. 11 - MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

11.1 Dispositions générales

Les prestations, objets du marché, devront être conformes aux stipulations du CCTP de l'accord-cadre, aux engagements pris par le titulaire à travers son offre et aux normes en vigueur.

11.2 Emission des bons de commande

Les bons de commande sont émis sur la base du Bordereau des Prix Unitaires et sont notifiés au titulaire par écrit par l'acheteur par tout moyen.

Les commandes pourront être adressées au titulaire dès le démarrage et jusqu'à expiration du présent accord-cadre. Leur exécution pourra cependant se poursuivre au-delà de la date d'expiration de l'accord-cadre si elles ont été notifiées avant cette date, dans la limite d'une période de trois (3) mois à compter de la date d'expiration de l'accord-cadre.

Chaque bon de commande définira les dates et/ou les délais d'exécution des prestations demandées en fonction des délais sur lesquels s'engage le titulaire.

Chaque bon de commande précisera :

- la référence de l'accord-cadre ;
- la date du bon de commande ;
- le numéro du bon de commande ;
- l'identification du titulaire ;
- la désignation des prestations à réaliser ;
- la référence à la proposition établie par le titulaire ;
- le délai d'exécution ;
- le lieu de livraison, le cas échéant ;
- les prix unitaires et totaux HT et TTC ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- l'adresse de facturation ;
- le SIRET de l'établissement débiteur (ENTPE).

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG - FCS, le titulaire dispose d'un délai de cinq (5) jours à compter de la réception du bon de commande pour notifier ses observations à l'acheteur.

11.3 Emballage

La qualité des emballages doit être appropriée aux conditions et modalités de transport. Dans la mesure du possible, le titulaire veille à utiliser des contenants réutilisés ou réutilisables, recyclés ou recyclables.

Par dérogation à l'article 20.2.1 du CCAG - FCS, la livraison doit être réalisée par unité distincte et non en vrac.

11.4 Modalités de livraison

Les livraisons sont réalisées dans les conditions suivantes :

L'adresse de livraison et installation de l'équipement est indiquée dans le bon de commande.

- Chaque colis compte son numéro d'ordre, tel qu'il figure sur le bon de livraison. Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport, notamment en évitant la circulation pendant les heures de pointe, en procédant au transport groupé des marchandises et en favorisant les modes de transports les plus respectueux de l'environnement.

- Chaque livraison s'accompagne d'un bon de livraison qui détaille notamment :
 - o la date d'expédition ;
 - o la référence du contrat ;
 - o l'identification du titulaire et des fournitures livrées et quand il y a lieu, leur répartition par coli ;
 - o le numéro du ou des lots de fabrication, dans le cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage.

11.5 Transport

Conformément à l'article 20.3 du CCAG-FCS, le transport s'effectue, sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

Art. 12- ADMISSION DES PRESTATIONS

Le représentant de l'Acheteur effectue l'ensemble des opérations de vérification quantitative et qualitative à l'issue de la prestation afin de vérifier sa conformité au CCTP et aux engagements pris par le titulaire à travers son offre. Ces opérations se déroulent conformément aux articles 27 à 30 du CCAG-FCS et précèdent l'admission de la prestation.

L'admission de la prestation se déroule dans les conditions prévues par l'article 30 du CCAG-FCS.

L'acheteur effectue ces vérifications lors de la livraison des prestations. Si aucune décision n'est notifiée, ces fournitures sont réputées admises le jour de leur livraison.

Si la quantité livrée n'est pas conforme, l'acheteur peut décider de les accepter en l'état, mettre le titulaire en demeure de reprendre l'excédent ou de compléter la livraison dans le délai qu'il prescrit.

En cas de non-conformité entre la quantité livrée et le bon de livraison, le bon est rectifié et signé par les personnes en charge de la livraison pour le titulaire et de la vérification pour l'acheteur.

Si les fournitures ne sont pas conformes, elles sont refusées et doivent être remplacées immédiatement par le titulaire sur demande de l'acheteur. L'acheteur peut toutefois accepter les fournitures qui contiennent des défauts ou ne respectent pas toutes les prescriptions du cahier des charges avec réfaction du prix.

A l'issue des opérations de vérification qualitative, l'acheteur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG.

Le délai de vérification est fixé à 15 jours. Passé ce délai, la décision d'admission est réputée acquise.

Les personnes chargées de la vérification quantitative et qualitative des prestations réalisées par le titulaire sont désignées par chaque bon de commande.

Art. 12 - GARANTIES

Le régime des garanties est précisé par l'article 33 par l'article CCAG-FCS. Toutefois, si à travers son offre, le titulaire a proposé une durée de garantie ou une couverture plus intéressante pour le pouvoir adjudicateur, les éléments concernés primeront ledit article.

Art. 13 - RESILIATION

13.1 - Résiliation sans faute

La résiliation de l'accord-cadre peut être prononcée sans faute du titulaire pour un motif d'intérêt général dans les conditions fixées aux articles 38 et 42 du CCAG-FCS.

13.2 - Résiliation pour faute

La résiliation totale ou partielle de l'accord-cadre peut être prononcée pour faute du titulaire dans les conditions fixées par l'article 41 du CCAG-FCS.

La résiliation pour faute peut donner lieu, le cas échéant, à une exécution aux frais et risques du titulaire dans les conditions fixées par l'article 45 du CCAG-FCS.

Art. 14 - LITIGES

En cas de litiges entre les parties contractantes, le tribunal compétent est le Tribunal Administratif de Lyon conformément aux dispositions de l'article R 312-11 du code de justice administrative.

Les parties tenteront au préalable de résoudre leur désaccord à l'amiable dans les conditions fixées par l'article 46 du CCAG – FCS et les dispositions du code de la commande publique (articles L2197-3 et suivants et R2197-1 à R2197-25).

Art. 15 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

CCAP art. 3	déroge à l'article	4.1 du CCAG-FCS
CCAP art. 10.2	déroge à l'article	14.1 du CCAG-FCS
CCAP art. 11.2	déroge à l'article	3.7.2 du CCAG-FCS
CCAP art.11.3	déroge à l'article	20.2.1 du CCAG- FCS